

Le PS espère limiter la casse aux municipales

LE MONDE | 05.12.2013 à 10h35 | Par [Bastien Bonnefous](#) et [Alexandre Lemarié](#)

Et si la gauche évitait la Berezina aux élections municipales ? Le contexte national ne lui a jamais été aussi défavorable, avec un exécutif affaibli dans un contexte de crise. Si l'impopularité du pouvoir peut nourrir un vote sanction au scrutin de mars 2014, le PS espère pourtant parvenir à limiter la casse grâce à l'implantation de ses élus et à la multiplication de triangulaires avec le Front national.

A quatre mois du vote, un regain de confiance se fait sentir dans les rangs socialistes, encore inquiets il y a peu. Pour le moment, les sondages ne sont pas mauvais, ils sont même anormalement bons, s'étonne-t-on à l'Elysée. Les digues n'ont pas sauté. Ce qui peut les faire sauter, c'est le mécontentement lié à la situation économique.

- **Un vote sanction limité**

Le Parti socialiste risque néanmoins de subir les effets du mouvement qui se produit mécaniquement à chaque municipale depuis 1995 : les électeurs se servent de leur bulletin de vote pour exprimer leur mécontentement à l'égard de l'exécutif. Rue de Solférino, on glisse mezza voce que la menace est réelle pour mars 2014, surtout si le PS ne parvient pas à mobiliser la partie de son électorat déçue et tentée par l'abstention.

« *Le mouvement de balancier contre le pouvoir en place pourrait avoir lieu contre nous, c'est un fait objectif* », reconnaît un dirigeant socialiste. Des résultats l'ont déjà montré. Depuis le début du mandat de [François Hollande](#), le PS a perdu toutes les élections partielles – législatives ou cantonales – n'accédant parfois même pas au second tour.

Si un vote sanction devait donc se produire, son ampleur pourrait toutefois se révéler limitée. Les enjeux nationaux sont loin d'être les motivations principales des électeurs. Dans les sondages, deux tiers d'entre eux prévoient de se déterminer uniquement en fonction de considérations locales. Pour l'instant, le Parti socialiste et le bloc de droite (UMP et centre droit) sont au coude-à-coude, avec chacun 29 % d'électeurs souhaitant leur victoire, selon un sondage BVA publié le 25 novembre.

La grogne à l'égard du gouvernement reste le principal carburant de la droite, qui a désigné tous ses candidats dans les villes de plus de 30 000 habitants. Pour tenter de mettre fin à la domination locale de la gauche, le président de l'UMP, Jean-François Copé, entend « nationaliser » le scrutin.

- **L'UMP peu attractive**

A l'UMP, certains doutent de l'efficacité de cette stratégie. Le maire de Troyes, l'ancien ministre François Baroin, estime par exemple que son parti doit au contraire se concentrer sur le caractère local de l'élection.

« *Si ce scrutin se nationalise à outrance, les partis dits de gouvernement vont le payer très cher* », a également prévenu le député UMP des Yvelines Henri Guaino, ancien conseiller de Nicolas Sarkozy. Selon lui, « *plus les gens choisiront dans ce scrutin leur maire, leur équipe municipale, un projet pour leur ville, et plus ce spectre d'une débâcle des partis de gouvernement s'éloignera* ».

Minée par les divisions internes, l'UMP pourrait pâtir de son manque d'attractivité. Depuis la prise de fonction de François Hollande, le principal parti d'opposition ne capitalise pas sur la très forte défiance à l'égard du pouvoir. Seuls un quart des Français pensent qu'il ferait mieux que la gauche au pouvoir. Conscient de ses faiblesses, le parti, qui souffre également d'un déficit de cadres locaux, aborde l'échéance avec prudence. Jean-François Copé se refuse désormais à prédire une « vague bleue », comme il le faisait il y a un an.

- **Des maires socialistes bien implantés**

Le Parti socialiste, qui doit investir, samedi 7 décembre, ses principales têtes de liste, a un autre atout dans sa manche : son ancrage dans les territoires. Des dizaines d'élus sortants – tels Martine Aubry à Lille, Gérard Collomb à Lyon, François Rebsamen à Dijon, Pierre Cohen à Toulouse – devraient conserver la mairie en capitalisant sur leur notoriété locale et leur bilan.

« *Les maires socialistes ont bien géré leurs villes et sont proches de leurs habitants* », se rassure un poids lourd du gouvernement. Un diagnostic partagé en privé par plusieurs responsables de l'UMP. « *Il sera compliqué de déloger des maires de gauche, au profil social-démocrate, ayant un bon bilan* », admet un ex-ministre de Nicolas Sarkozy.

Plusieurs études d'opinion montrent que les électeurs sont majoritairement disposés à reconduire le bail de leur maire. Beaucoup de barons locaux socialistes ne comptent que sur eux-mêmes pour l'emporter, allant jusqu'à se démarquer de l'action de l'exécutif pour ne pas voir leur campagne polluée par le contexte national. C'est notamment le cas d'Anne Hidalgo, à Paris. « *Entre nous, on prie pour que Hollande ou le gouvernement ne nous fassent pas une nouvelle affaire Leonarda à quinze jours du premier tour* », plaisante à peine un de ces grands élus.

- **Le poids des triangulaires**

Des maires socialistes sortants pourraient tirer leur épingle du jeu dans les zones où le parti de Marine Le Pen sera en mesure d'imposer des triangulaires au second tour. Le FN, qui avait réussi à remporter Toulon, Orange (Vaucluse) et Marignane (Bouches-du-Rhône) lors des municipales de 1995 puis Vitrolles (Bouches-du-Rhône) en 1997, rêve de rééditer l'exploit. Mais il risque surtout d'exercer un pouvoir de nuisance.

Selon certains sondages, le parti d'extrême droite serait en mesure de se maintenir au second tour dans près d'une centaine de triangulaires en obtenant plus de 10 % des suffrages exprimés au premier tour. De quoi empêcher l'UMP de ravir ces communes à la gauche, qui tirerait profit des divisions des deux formations de droite.

Ce scénario ne chagrinerait pas le PS, où un tel calcul politique cynique existe bel et bien. M. Copé ne décolère pas contre ce qu'il perçoit comme un coup tactique. « *Hollande favorise la montée du FN comme Mitterrand en son temps* », accuse-t-il.

L'extrême droite pourrait encore perturber la droite en contraignant des candidats UMP à des alliances pour limiter le risque de triangulaires. De tels scénarios sont notamment envisageables dans le Sud-Est.

- **Marseille, clé du résultat**

Si la droite rêve de reprendre Paris et se fait peu d'illusions sur ses chances de ravir Lyon ou Lille au PS, son véritable objectif reste de ne pas perdre Marseille tout en regagnant quelques grandes villes comme Strasbourg.

Face au PS qui vise, lui, la prise d'une trentaine de villes, ses espoirs de conquête se concentrent surtout sur une quinzaine d'agglomérations de plus de 30 000 habitants – comme Valence, Tourcoing ou Auxerre – et sur les petites communes rurales. Mais une éventuelle victoire de l'UMP dépend de ses résultats dans les grandes villes. Paris et Marseille auront donc une importance considérable. « *Si la droite gagne une quinzaine de villes supplémentaires, cette performance pourrait être minorée par la perte d'une grande ville, comme Marseille* », estime Xavier Chinaud, expert électoral et ancien conseiller politique de Jean-Pierre Raffarin à Matignon.

Côté socialiste, on abonde : une victoire politique à Marseille serait un symbole capable d'atténuer plusieurs défaites dans des villes moyennes.